

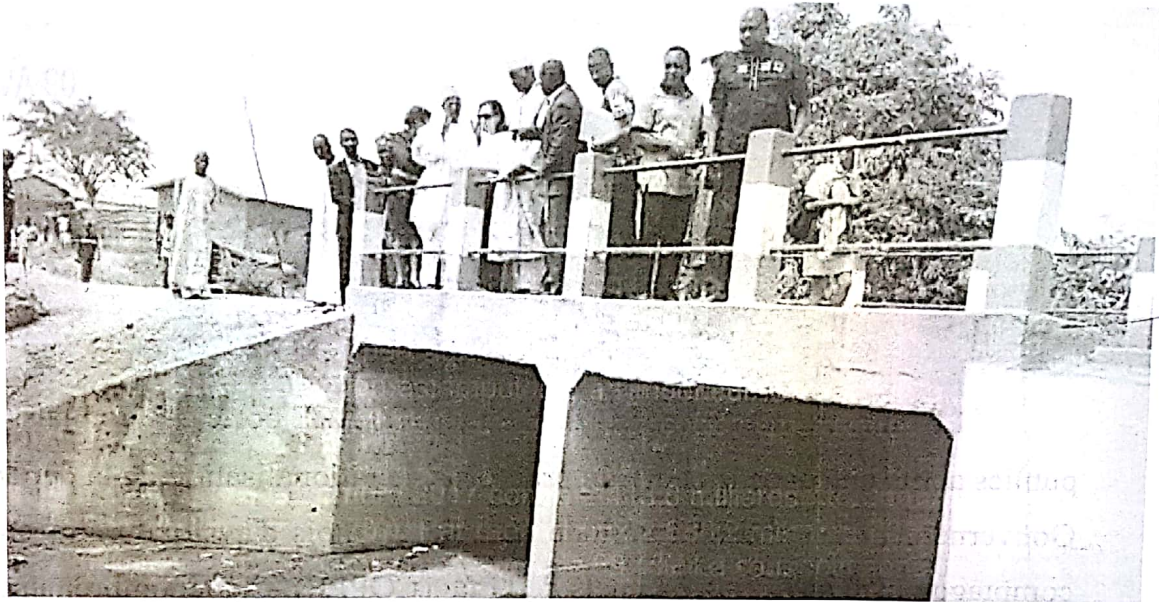
## DIALOGUE SUD-SUD

Une équipe du projet d'appui aux communautés villageoises (PACV) de ce pays a entrepris un voyage d'échange à l'effet d'apprécier le mode de fonctionnement du Programme national de développement participatif (PNDP).

## La Guinée Conakry à l'école du Cameroun

Géraldine Ivaha

**M**arie Madeleine Nga, coordonnatrice du PNDP, a dirigé les activités du voyage d'échanges entre la structure dont elle a la charge et le PACV, son pendant de la Guinée Conakry. Ce déplacement financé par la Banque mondiale rentrait dans le cadre du dialogue Sud-Sud entre ces deux programmes et le projet pôle de développement de communauté villageoise (PPDC) du Sénégal. Le voyage effectué par les experts guinéens avait pour principal objectif le partage d'expérience en matière de planification. Selon la coordonnatrice du programme en charge du développement des collectivités territoriales décentralisées, «en réalité, l'équipe guinéenne sur le terrain a touché du doigt nos pratiques jusque-là ignorées d'elle. Ils ne connaissaient pas. Notamment cet accompagnement de la mise à jour de la comptabilité communale au logiciel SIM\_Ba. Lequel est un progiciel fourni par l'AIMF et implanté par la PNDP. Son rôle est d'informatiser la gestion comptable et budgétaire des communes. Il a également été question d'expliquer la gestion d'un centre d'appel, c'est-à-dire la recevabilité des informations



à travers un numéro vert ; présenter le protocole d'une enquête de satisfaction ; effectuer une visite sur quelques sites des projets dans la région de l'Est.»

En effet, les 11 et 12 avril 2018, la délégation guinéenne a effectué une visite de terrain dans les communes de Bétérou-Oya et Mandjou, où elle a eu l'occasion de discuter avec les principaux acteurs de développement local. Pour Moussa Filan Traore, le chef de mission, le partage d'expérience entre deux pays frères dans le cadre de l'espace union africaine est tout bénéfique pour

La délégation guinéenne a effectué une visite de terrain dans les communes de Bétérou-Oya et Mandjou, où elle a eu l'occasion de discuter avec les principaux acteurs de développement local.

l'un et pour l'autre. Ce conseiller technique principal du ministère guinéen de l'Administration territoriale et de la Décentralisation indique avoir été fortement impressionné. «Je repars dans mon pays avec quelque chose dans mon sac. La recette intellectuelle n'a pas de prix. Ce partage d'expériences entre les projets PNDP de Yaoundé et le PACV de Conakry sans lequel je ne serais pas là m'a rassuré de la réussite de ces projets dans nos collectivités respectives qui sont les seules bénéficiaires.»

Dans le même ordre d'idées, Alhasane Aminata Toure, coordonnateur du PACV, loue les bonnes pratiques du Cameroun en termes de développement : «Sur le terrain, j'ai vu qu'il y a la prise en compte des populations marginalisées comme les pygmées. C'est une très bonne chose de voir qu'il y a des contributions locales qui se font pour financer des activités endogènes. Les populations enclavées se mettent ensemble pour réaliser des projets tel que la construction des points d'eau, ou des points.» A en croire Marie Madeleine Nga, «une fois que le plan communal de développement est adopté

dans une communauté villageoise, le premier problème à résoudre est de savoir ce qu'on peut faire au sein de ladite communauté avant de recevoir les financements. Les solutions endogènes sont l'un des points d'orgue de la troisième phase. Le Cameroun effectuera également un voyage en Guinée Conakry. C'est prévu dans ce dialogue Sud-Sud. Ce ne sera pas seulement le PNDP, mais une délégation camerounaise encadrée par les différentes administrations pour voir ce que nous pouvons apprendre de l'expérience guinéenne.»

Cette activité s'est achevée à Yaoundé par une discussion avec le directeur général du Fonds spécial d'équipement et d'intervention intercommunale (Feicom). D'après le coordonnateur du PACV, «il y a de très bonnes pratiques au Cameroun. Par exemple, depuis 1974, vous avez une institution qui finance les collectivités. Nous voulons faire la même chose chez nous. Les textes sont déjà là, nous avons mis en place le Fonds national de développement local, nous avons également des textes qui régissent l'agence qui va gérer ce fonds. Nous allons utiliser les mêmes outils que le Feicom.»

### Le PNDP est à sa troisième phase

L'objectif de développement du programme à ce niveau est de renforcer la gestion des finances publiques locales ainsi que les processus participatifs de développement au sein des communes en vue de garantir la fourniture des infrastructures et des services socio-économiques durables et de qualité.

Les objectifs spécifiques par composants se présentent ainsi qu'il suit : l'appui au développement local (qui a pour but d'améliorer les conditions socio-économiques, d'accroître la productivité des ressources naturelles de base et d'augmenter les revenus des populations dans les communes couvertes par le program-

me) ; l'appui au processus de décentralisation (qui a pour objectif de renforcer les capacités des institutions qui soutiennent le processus de décentralisation.

Elle va aussi fournir une assistance pour le renforcement des capacités des communes et des acteurs locaux comme les prestataires de services, les équipes pluridisciplinaires des ministères sectoriels, les élus et les prestataires de services techniques pour qu'ils puissent pleinement assumer un rôle efficace d'acteurs du développement local).

Source PNDP ■